

16 juin 2020

(20-4263)

Page: 1/6

Conseil général

Original: anglais

DÉCLARATION DE JUIN 2020 DU GROUPE D'OTTAWA: CIBLER L'ACTION FACE À LA COVID-19

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE CANADA

La communication ci-après, datée du 16 juin 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Canada au nom du Groupe d'Ottawa (Australie, Brésil, Chili, Union européenne, Japon, Kenya, République de Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour et Suisse) pour information.

Le monde continue de faire face aux profondes répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la santé humaine et sur l'économie. En réponse à ces défis, une réflexion a été engagée sur les mesures de politique commerciale qui soutiendraient une reprise inclusive, durable et résiliente, ainsi que sur les règles commerciales qu'il conviendrait d'adapter ou d'élaborer pour orienter les réponses politiques concertées face à de futures crises mondiales. Dans ce contexte, l'OMC doit jouer un rôle important en contribuant à assurer la coordination et la cohérence entre les mesures que ses Membres prennent. Pour réussir, un esprit d'initiative et un engagement de la part des Membres de l'OMC seront nécessaires.

Dans ces circonstances, le Groupe d'Ottawa a la possibilité d'apporter un leadership, un esprit et une analyse critiques, ainsi que des idées et des propositions concernant les éventuelles mesures que les Membres de l'OMC dans leur ensemble pourraient prendre. Afin de faire le meilleur usage possible des ressources, le présent document définit six domaines dans lesquels des mesures concrètes pourraient être prises.

Il est important de noter que le présent document ne traduit pas une baisse d'intérêt de la part du Groupe d'Ottawa à l'égard de la progression des autres priorités dans le cadre de l'OMC, notamment la réforme de l'Organisation (y compris la réforme du système de règlement des différends de l'OMC en vue de trouver une solution durable), les négociations multilatérales sur les subventions à la pêche préjudiciables et sur l'agriculture. Nous soutenons également la progression des initiatives liées aux déclarations conjointes, y compris celles sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, la facilitation de l'investissement pour le développement et les micro, petites et moyennes entreprises. Nous avons également l'intention de poursuivre les discussions en dehors de l'OMC, dans différentes configurations, pour faire progresser les travaux visant à préserver et protéger les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Champ d'action n° 1: Transparence et retrait des mesures restrictives pour le commerce

En tant que promoteur de la réforme de l'OMC, et dans l'optique de soutenir une reprise économique inclusive, durable et résiliente, le Groupe d'Ottawa estime que l'une des priorités doit être de garantir une transparence maximale des mesures liées au commerce introduites par les Membres en réponse à la pandémie ou aux effets économiques de celle-ci. Le niveau actuel des notifications et de la transparence de ces mesures n'est pas suffisant. C'est pourquoi les membres du Groupe d'Ottawa ont la possibilité de montrer l'exemple en faisant en sorte que leurs obligations en matière de notification soient pleinement respectées, et que leurs mesures soient notifiées autant à l'avance que possible, et en invitant les autres Membres à faire de même afin de veiller à ce que la transparence soit assurée en ce qui concerne les mesures liées au commerce prises en réponse aux effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et sur la santé. Les membres du Groupe d'Ottawa saluent les efforts déployés par le Secrétariat de l'OMC pour assurer le suivi des mesures liées à la

COVID-19 et sont favorables à un retour à des rapports de suivi trimestriels qui incluraient les mesures liées au commerce pertinentes, y compris, dans la mesure du possible, les mesures de soutien économique liées au commerce.

En complément d'une transparence effective, le Groupe d'Ottawa montrera l'exemple en s'abstenant le plus possible d'introduire toute mesure commerciale susceptible de constituer un obstacle ou une entrave non nécessaire au commerce et en envisageant des mesures de facilitation des échanges dans les cas où cela est possible. En outre, les pays du Groupe d'Ottawa devraient montrer l'exemple et retirer toutes les mesures restrictives pour le commerce qu'ils ont introduites en réponse à la COVID-19 aussi rapidement que possible.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de: 1) veiller à ce que toute mesure introduite en réponse à la COVID-19 soit notifiée rapidement conformément aux prescriptions pertinentes de l'OMC; 2) soutenir les efforts déployés par le Secrétariat de l'OMC pour recueillir et diffuser les renseignements et les meilleures pratiques concernant les mesures liées au commerce prises en réponse à la COVID-19¹; 3) discuter du principe de "[mesures] ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires et conformes aux règles de l'OMC"; et 4) montrer l'exemple et retirer toute mesure restrictive pour le commerce introduite en réponse à la COVID-19 ou y mettre fin aussi rapidement que possible.

Champ d'action n° 2: Maintien d'un commerce ouvert et prévisible des produits agricoles et agroalimentaires

Alors que les Membres font face à cette pandémie, il est impératif que ces mesures ne nuisent pas aux échanges de produits agricoles et agroalimentaires car cela a des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des Membres et de leurs populations. Dans différentes déclarations, les membres du Groupe d'Ottawa ont souligné l'importance qu'il y avait à maintenir des chaînes d'approvisionnement agricole et à préserver la capacité des Membres d'importer des produits agricoles et agroalimentaires pour répondre à leurs besoins nationaux afin de contribuer à garantir la sécurité alimentaire. Dans leurs déclarations, les membres du Groupe d'Ottawa se sont également engagés à ne pas imposer de restrictions à l'exportation de produits agricoles et à s'abstenir de mettre en œuvre des obstacles non justifiés au commerce des produits agricoles et agroalimentaires et des intrants clés à la production agricole. Les membres du Groupe d'Ottawa se sont également engagés à faire en sorte que les mesures d'urgence liées aux produits agricoles et agroalimentaires soient conformes aux règles de l'OMC et soient ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires et ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce ni de perturbations de l'agriculture mondiale ou des chaînes d'approvisionnement agro-alimentaire. Les membres du Groupe d'Ottawa peuvent continuer de montrer l'exemple, y compris en retirant les mesures d'urgence susceptibles de nuire au commerce des produits agricoles aussi rapidement que possible.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de: 1) participer aux discussions en cours sur le respect des déclarations conjointes sur le maintien d'un commerce des produits agricoles ouvert et prévisible; 2) montrer l'exemple et retirer toute mesure d'urgence introduite en réponse à la COVID-19 susceptible de nuire au commerce des produits agricoles ou y mettre fin aussi rapidement que possible; et 3) favoriser l'analyse et l'examen des mesures que les Membres de l'OMC pourraient prendre pour continuer à améliorer le commerce des produits agricoles sur la base des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 afin de veiller à ce que les futures crises ne portent pas atteinte au commerce, à la sécurité alimentaire et à la stabilité des marchés agricoles sur le long terme.

Champ d'action n° 3: Commerce électronique

Le commerce numérique est apparu comme un moyen de plus en plus répandu de faire du commerce dans tous les secteurs de l'économie, en particulier pour les MPME – et, par extension, pour les activités de commerce international. Même si la crise liée à la COVID-19 a catalysé encore davantage les possibilités que la numérisation du commerce peut offrir aux consommateurs et aux entreprises,

¹ Notamment: a) en revenant à un cycle trimestriel de rapports de suivi du commerce comme pendant la crise financière; b) en incluant les mesures de soutien économique liées au commerce dans les rapports de suivi du commerce ; et c) dans la mesure du possible, en effectuant une évaluation technique des mesures de soutien économique liées au commerce prises par les Membres en réaction à la COVID-19.

elle a également exacerbé certaines des difficultés et des vulnérabilités existantes, y compris celles des pays en développement. Comme cela est indiqué dans une note d'information récente du Secrétariat de l'OMC, "[les] mesures [sanitaires] en réponse à la pandémie de COVID-19 [ont] conduit les consommateurs à recourir davantage aux achats en ligne, aux médias sociaux, à la téléphonie par Internet et aux téléconférences, et au visionnage de vidéos et de films en flux continu. Il en a résulté une forte hausse des ventes électroniques des entreprises aux consommateurs, et une augmentation des échanges électroniques entre entreprises".² Même s'il est possible que cette hausse ralentisse à mesure que les magasins physiques commencent progressivement à rouvrir, il est important de rappeler que, dans le monde de l'avant-COVID-19, les ventes en ligne augmentaient déjà à un rythme impressionnant de 10 à 20% par an.³ Par conséquent, le commerce numérique jouera un rôle essentiel dans la reprise économique, en rendant les économies plus compétitives et en faisant office de moteur à la fois pour la croissance intérieure et pour le commerce international.⁴ L'OMC a un rôle à jouer pour ce qui est de promouvoir et d'assurer un environnement ouvert, transparent, non discriminatoire et prévisible pour faciliter le commerce électronique. L'établissement de nouvelles règles communes concernant les aspects du commerce électronique liés au commerce qui reflètent et peuvent soutenir cette transformation devraient rester une priorité pour les Membres de l'OMC. Tous les membres du Groupe d'Ottawa étant des participants à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, ils devraient considérer comme une priorité et accélérer les efforts déployés pour faire avancer ces discussions en vue de parvenir à un résultat de haut niveau en temps voulu, avec la participation du plus grand nombre possible de Membres de l'OMC. Nous sommes reconnaissant à l'Australie, au Japon et à Singapour pour leur rôle de chef de file en tant que coorganisateurs de ces discussions et nous sommes déterminés à soutenir leurs efforts, y compris dans diverses configurations et par divers moyens, et à maintenir la nature novatrice, ouverte et inclusive de cette importante négociation.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de considérer comme une priorité et d'accélérer les travaux sur l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, y compris par l'intermédiaire de discussions informelles et virtuelles, avant la CM12 qui a été reprogrammée en 2021, y compris grâce à l'élaboration d'un texte de négociation récapitulatif pour la fin de 2020 au plus tard. À cet égard, nous soutiendrons les efforts des coorganisateurs.

Champ d'action n° 4: Facilitation des échanges – Utilisation des technologies de l'information et procédures simplifiées

La pandémie mondiale de COVID-19 a créé un environnement dans lequel un plus grand nombre d'entreprises et de consommateurs cherchent à acheter et à vendre en ligne, dont beaucoup pour la première fois. Dans le même temps, des fournitures d'urgence et d'autres marchandises étaient/sont expédiées dans le monde entier alors que des restrictions nationales visant le commerce et le transport (international et national) ont été introduites et peuvent avoir un effet sur l'efficacité des processus d'importation et d'exportation.

En outre, les prescriptions de distanciation physique ont introduit des limitations/contraintes en matière de gestion des documents papier nécessaires aux transactions à la frontière. Afin d'assurer la circulation des marchandises essentielles, certains Membres ont mis en œuvre des mesures de facilitation du commerce sans papier afin de rendre les transactions commerciales transfrontières plus commodées et plus transparentes tout en garantissant le respect de la réglementation. Il serait nécessaire d'évaluer l'efficacité des mesures de facilitation des échanges de ce type et d'examiner comment faire fond sur celles-ci, en vue de promouvoir davantage les échanges. En outre, certains Membres ont établi des "voies réservées" pour donner la priorité au processus de dédouanement de ces marchandises et l'accélérer. Alors que les Membres de l'OMC continuent de mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), il serait opportun et pertinent d'examiner de quelle manière celui-ci pourrait promouvoir davantage la modernisation des procédures douanières des Membres, y compris grâce à l'utilisation accrue de solutions numériques, afin de faire en sorte que les échanges se fassent avec le moins de frictions possible. Ces travaux présentent un intérêt et un

² Note d'information du Secrétariat de l'OMC – Le commerce électronique, le commerce et la COVID-19, https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/ecommerce_report_e.pdf.

³ <https://ccinsight.org/observations/growth-in-ecommerce-has-accelerated-to-forecasted-levels-5-years-ahead/>.

⁴ Note d'information du Secrétariat de l'OMC – Le commerce électronique, le commerce et la COVID-19, https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/ecommerce_report_e.pdf.

avantage particuliers pour nos MPME et favoriseront la poursuite de l'intégration de celles-ci dans l'économie mondiale et contribueront à atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 auxquels elles sont confrontées.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires d'identifier des moyens de tirer pleinement partie des possibilités de facilitation des échanges qu'apporte l'AFE et de promouvoir les meilleures pratiques pour la mise en œuvre de l'AFE. Il s'agit notamment de déterminer comment l'adoption de solutions numériques peut soutenir la circulation des marchandises essentielles à travers les frontières de façon aussi fluide que possible.

Champ d'action n° 5: Initiative sur les fournitures médicales

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les lacunes de l'état de préparation aux situations d'urgence de nombreux pays et a donné lieu à une concurrence pour l'obtention de fournitures médicales vitales. Alors que la continuité des flux de fournitures médicales est essentielle pour sortir de la crise, certaines mesures prises pour faire face à l'urgence sanitaire ont perturbé le commerce de ces fournitures, y compris les chaînes d'approvisionnement nécessaires pour leur production. Nous notons que certains membres du Groupe d'Ottawa ont pris des mesures spécifiques pour faire face aux problèmes des chaînes d'approvisionnement concernant les fournitures médicales. Nous saluons les contributions de tous les membres du Groupe d'Ottawa visant à faire avancer la réflexion sur cette question, en particulier celles de la République de Corée, de Singapour et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que de l'Union européenne qui a présenté sa récente communication à notre réunion ministérielle.

Alors que le monde continue de faire face à la pandémie actuelle, il est important de reconnaître qu'il est probable que nous serons confrontés à de futures situations d'urgence de ce type (qu'elles soient de caractère mondial, régional ou local). Il sera donc important d'examiner, d'une manière qui respecte les principes du GATT, si les règles commerciales actuelles (y compris les mesures tarifaires et non tarifaires, la facilitation des échanges) devraient être adaptées ou développées ou si de nouvelles règles devraient être élaborées pour orienter les réponses politiques concertées des Membres de l'OMC afin de contribuer à faire en sorte que le monde soit mieux préparé à faire face à de futures crises similaires. Nous reconnaissons qu'il est important d'améliorer la compatibilité réglementaire en vue de faciliter le commerce des fournitures médicales vitales. De plus, il est utile de s'assurer que nous ne portons pas atteinte à la versatilité, à la diversité et à la résilience des chaînes d'approvisionnement et que nous n'agissons pas d'une façon qui nuise à l'accès aux fournitures médicales.

Compte tenu de la complexité et de l'ampleur des questions, il sera important de procéder de manière mesurée et analytique. La portée potentielle des nouveaux travaux dans tous les domaines de politique commerciale doit être examinée et étudiée. En outre, il sera important de consulter les autres partenaires pertinents et d'œuvrer avec eux pour s'assurer que les efforts déployés dans le cadre de l'OMC sont compatibles et cohérents avec les actions engagées ailleurs.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de faire progresser l'analyse et l'examen en vue d'identifier les mesures que les Membres de l'OMC pourraient prendre pour faciliter les échanges de fournitures médicales afin de contribuer à faire en sorte que le monde soit mieux préparé à faire face à de futures situations d'urgence sanitaire et qu'il existe des chaînes d'approvisionnement versatiles, diversifiées et résilientes qui permettent à tous les Membres d'avoir accès aux fournitures médicales vitales. Ces travaux devraient inclure une analyse des objectifs et des effets des politiques affectant les échanges de fournitures médicales en réponse à la pandémie actuelle et aider les organisations internationales, y compris l'OMC à analyser les incidences et les résultats potentiels des mesures et à faire des recommandations en matière de politique générale.

Champ d'action n° 6: Approfondir le dialogue avec les parties prenantes

La pandémie de COVID-19 a une incidence négative sur de larges pans du secteur privé et, en particulier, les MPME. Alors que des Membres de l'OMC commencent à se concentrer sur la relance économique, il sera essentiel de tenir compte des vues des parties prenantes.

Les Ministres du Groupe d'Ottawa ont reconnu l'importance du renforcement des relations avec les parties prenantes, y compris les milieux d'affaires, au cours de leur réunion à Davos plus tôt dans l'année. Le Groupe d'Ottawa devrait donc exploiter les possibilités d'engager un dialogue avec les

parties prenantes sur des réponses possibles aux crises sanitaire et économique liées à la COVID-19 ainsi que sur les efforts plus larges de réforme de l'OMC. Au cours d'une visioconférence qui s'est tenue le 13 mai, les Vice-Ministres du Groupe d'Ottawa ont entendu des exposés de la Chambre de commerce internationale (ICC) sur les vues/les préoccupations des milieux d'affaires internationaux. Sur cette base, le Groupe d'Ottawa pourrait examiner le meilleur moyen de renforcer le dialogue avec les parties prenantes, à la fois au niveau national parmi ses membres et à l'échelle mondiale, et d'inclure les parties prenantes dans les activités du Groupe de travail sur les MPME à l'OMC. Il sera également important d'entendre le point de vue des entreprises détenues par des femmes ou des autres entreprises sous-représentées sur les défis uniques auxquels elles sont confrontées pendant la pandémie et sur la relance économique.

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires d'examiner le meilleur moyen d'établir un dialogue renforcé avec les parties prenantes afin de mieux éclairer l'élaboration des politiques.

Résumé:

Champ d'action n° 1: Transparence et retrait des mesures restrictives pour le commerce

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de: 1) veiller à ce que toute mesure introduite en réponse à la COVID-19 soit notifiée rapidement conformément aux prescriptions pertinentes de l'OMC; 2) soutenir les efforts déployés par le Secrétariat de l'OMC pour recueillir et diffuser les renseignements et les meilleures pratiques concernant les mesures liées au commerce prises en réponse à la COVID-19⁵; 3) discuter du principe de "[mesures] ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires et conformes aux règles de l'OMC"; et 4) montrer l'exemple et retirer toute mesure restrictive pour le commerce introduite en réponse à la COVID-19 ou y mettre fin aussi rapidement que possible.

Champ d'action n° 2: Maintien d'un commerce ouvert et prévisible des produits agricoles et agroalimentaires

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de: 1) participer aux discussions en cours sur le respect des déclarations conjointes sur le maintien d'un commerce des produits agricoles ouvert et prévisible; 2) montrer l'exemple et retirer toute mesure d'urgence introduite en réponse à la COVID-19 susceptible de nuire au commerce des produits agricoles ou y mettre fin aussi rapidement que possible; et 3) favoriser l'analyse et l'examen des mesures que les Membres de l'OMC pourraient prendre pour continuer à améliorer le commerce des produits agricoles sur la base des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 afin de veiller à ce que les futures crises ne portent pas atteinte au commerce, à la sécurité alimentaire et à la stabilité des marchés agricoles sur le long terme.

Champ d'action n° 3: Commerce électronique

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de considérer comme une priorité et d'accélérer les travaux sur l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, y compris par l'intermédiaire de discussions informelles et virtuelles, avant la CM12 qui a été reprogrammée en 2021, y compris grâce à l'élaboration d'un texte de négociation récapitulatif pour la fin de 2020 au plus tard. À cet égard, nous soutiendrons les efforts des coorganisateurs.

Champ d'action n° 4: Facilitation des échanges – Utilisation des technologies de l'information et procédures simplifiées

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires d'identifier des moyens de tirer pleinement partie des possibilités de facilitation des échanges qu'apporte l'Accord sur la

⁵ Notamment: a) en revenant à un cycle trimestriel de rapports de suivi du commerce comme pendant la crise financière; b) en incluant les mesures de soutien économique liées au commerce dans les rapports de suivi du commerce ; et, c) dans la mesure du possible, en effectuant une évaluation technique des mesures de soutien économique liées au commerce prises par les Membres en réaction à la COVID-19.

facilitation des échanges (AFE) et de promouvoir les meilleures pratiques pour la mise en œuvre de l'AFE. Il s'agit notamment de déterminer comment l'adoption de solutions numériques peut soutenir la circulation des marchandises essentielles à travers les frontières de façon aussi fluide que possible.

Champ d'action n° 5: Initiative sur les fournitures médicales

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires de faire progresser l'analyse et l'examen en vue d'identifier les mesures que les Membres de l'OMC pourraient prendre pour faciliter les échanges de fournitures médicales afin de contribuer à faire en sorte que le monde soit mieux préparé à faire face à de futures situations d'urgence sanitaire et qu'il existe des chaînes d'approvisionnement versatiles, diversifiées et résilientes qui permettent à tous les Membres d'avoir accès aux fournitures médicales vitales. Ces travaux devraient inclure une analyse des objectifs et des effets des politiques affectant les échanges de fournitures médicales en réponse à la pandémie actuelle et aider les organisations internationales, y compris l'OMC à analyser les incidences et les résultats potentiels des mesures et à faire des recommandations en matière de politique générale.

Champ d'action n° 6: Approfondir l'engagement avec les parties prenantes

Élément d'action: Les Ministres donnent pour instruction aux fonctionnaires d'examiner le meilleur moyen d'établir un dialogue renforcé avec les parties prenantes afin de mieux éclairer l'élaboration des politiques.
